

GRUPE MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE ILE-DE-FRANCE



VALÉRIE PÉCRASSE

Présidente du groupe Majorité Présidentielle au Conseil régional d'Ile-de-France



Avec, à lui seul, 2/3 des amendements déposés, le groupe Majorité Présidentielle est une nouvelle fois à l'initiative.

SIÈGE DU CONSEIL RÉGIONAL :

QUAND LA MAJORITÉ DE GAUCHE REFUSE À TOUT PRIX DE QUITTER LE TRÈS CHIC 7^{ème} ARRONDISSEMENT

La Région poursuit sa mainmise sur le 7^{ème} arrondissement, l'un des plus chers de Paris (avec un prix moyen de 12.000 euros le m²). Passant outre l'opposition du groupe MP, elle vient de décider de louer 5.000 m² pour 630 euros HT le m² par an : un tarif supérieur de plus de 30 % à celui qu'elle paie pour louer les étages élevés de la Tour Montparnasse. Sans avoir consulté les élus, la Région s'apprête également à reprendre, toujours dans le 7^{ème} arrondissement, les locaux abandonnés par la préfecture de Région par souci d'économie. But de l'opération : y loger des agents pour la durée des travaux réalisés sur un autre site de la région. Un hôtel particulier utilisé comme "locaux-

tampon", la Région ne se refuse vraiment rien !

Le groupe Majorité Présidentielle a une nouvelle fois proposé de regrouper tous les locaux de la Région sur un site unique, comme dans le quartier des Batignolles, dans le XVII^{ème} arrondissement de Paris, ou porte d'Aubervilliers par exemple. Refus catégorique de la Région. Cette décision permettrait pourtant d'économiser chaque année 24 millions d'euros, c'est-à-dire le budget annuel pour la construction et les travaux dans CFA, le budget annuel pour la construction de lycées neufs, et plus de la moitié du budget annuel pour la rénovation des lignes Transiliens et RER... Mais ça, l'exécutif régional s'en moque ! ■

CARTONROUGE ■ La Région abandonne les collectivités locales

Grâce à l'Etat, les ressources de la Région progressent de plus de 150 millions d'euros en 2011. Et pourtant, la Région étouffe les collectivités franciliennes. Les demandes de contrats ruraux et régionaux s'accumulent mais l'exécutif n'a pas jugé utile de présenter un seul dossier à l'occasion de la Commission permanente du 10 mars. Mieux, aucun rapport ne sera présenté à la Commission permanente de mai : les collectivités devront attendre juillet pour espérer voir leur projet soutenu par la Région ! L'exécutif régional a ainsi rejeté en bloc toutes les demandes soutenues par le groupe MP. En cause, les choix budgétaires de la région pour 2011 : moins 10 millions d'€ pour les contrats régionaux (-24% par rapport à 2010) et moins 850.000 € pour les contrats ruraux (-12 % par rapport à 2010). Il y a loin de la parole aux actes !

Pass Contraception : quand l'éléphant accouche d'une souris

En juin 2010, la région annonçait à grand renfort de publicité un "Pass Contraception" pour les lycéens de seconde. Neuf mois plus tard, le constat est sans appel. Une fois encore la Région privilégie la com' sur l'efficacité : 400.000 € de crédits com' et seulement 100 000 € pour le dispositif. A ce tarif là, c'est seulement 8 "Pass" par lycée et par CFA. Le groupe Majorité Présidentielle dénonce cette campagne d'affichage et plaide pour une politique de prévention ambitieuse.

Opacité sur les lycées

A l'occasion de la rentrée 2010, le groupe Majorité Présidentielle avait souligné les dysfonctionnements dans la conduite, par la région, des travaux dans les lycées. Sur 124 opérations de rénovation/construction en cours, près du tiers (36) présentait des retards et des difficultés affectant les conditions de travail des élèves. Le groupe Majorité Présidentielle a donc demandé l'accélération des travaux dans plusieurs lycées : refus de la Région ! Il a également demandé que chaque trimestre soit communiqué à tous les élus un état des lieux actualisé de l'état d'avancement des travaux. Réponse de l'exécutif : l'information existe mais nous ne vous la donnerons pas !



...l'abandon de la politique de soutien au logement intermédiaire se confirme : pas une subvention votée depuis le début de l'année, les classes moyennes en sont pour leurs frais !



POLITIQUE CULTURELLE DE LA RÉGION

VOUS AVEZ DIT POPULAIRE ?

Un "pass" 3 jours à 109 € (en nombre limité) et un billet à la journée à 49 € : le festival Rock-en-Seine, subventionné à hauteur de 615.000 euros par la Région, est certes une belle initiative artistique mais pas très populaire : le groupe Majorité Présidentielle a demandé à l'exécutif régional de négocier des tarifs préférentiels pour favoriser l'accès du festival au plus grand

nombre. Affaire à suivre !
Dommage également que la Région n'ait pas souhaité suivre la proposition du groupe Majorité Présidentielle d'augmenter la subvention de la région à l'association *Hip Hop Citoyens* : des projets de grande qualité, une politique tarifaire incitative (gratuité sur de nombreux événements), voilà une initiative qui aurait mérité davantage de soutien ! ■



VOTRE QUOTIDIEN LES TRANSPORTS UNE NOUVELLE FOIS EN BERNE

■ La gare de Pompadour (94) sur de mauvais rails

En 2013, une nouvelle gare, qui accueillera quotidiennement plus de 30.000 voyageurs, verra le jour à l'intersection du RER D, du Trans Val de Marne (TVM) et du futur TCSP Sucy-Bonneuil. Le projet initial prévoyait deux quais. Un seul sera finalement construit. Conséquence : un risque toujours plus grand d'engorgement des lignes et de nouveaux retards à prévoir sur le RER D. Le groupe MP a demandé que le dossier soit réexaminé : l'exécutif régional a refusé.

■ L'accessibilité des transports pour les personnes handicapées n'est pas la priorité de la Région

On savait que la Région avait décidé de ne plus financer la mise en accessibilité des points d'arrêts bus à partir de 2011. On sait désormais que même les dossiers parvenus fin 2010 auront du mal à trouver un financement. Jean-Vincent Placé, vice-président en charge des transports à la Région, avait pourtant pris l'engagement de les subventionner début 2011. Mars est arrivé, deux commissions permanentes ont eu lieu mais aucun dossier n'a été présenté. On nous annonce désormais des financements pour le mois de mai : peut-on vraiment y croire ?

A quand une vraie politique économique régionale ?

Alors que la crise est toujours là, alors que notre région, malgré son immense potentiel scientifique et technologique, ne figure qu'à la 9e place des régions européennes les plus innovantes, l'exécutif refuse une nouvelle fois d'investir massivement en faveur de la création des jeunes TPE/PME innovantes, pourtant garantie d'emplois pour le futur. Le groupe MP proposait d'augmenter de 3 à 5 millions d'euros l'investissement de la collectivité dans le fonds de co-investissement régional : refus de la Région. Une nouvelle fois, le Conseil régional démontre que soutenir l'économie pour préserver l'emploi n'est pas sa priorité.

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE ILE-DE-FRANCE

CONTACTEZ-NOUS

› Par courrier :
**Conseil régional
d'Ile-de-France
Groupe Majorité
Présidentielle
57, rue de
Babylone
75007 Paris**

› Par mail :
**contact@ump-
iledefrance.fr**

